

DE GAULLE CONTRE L'ÉTAT...

L'ancien président du Gouvernement provisoire vient de remettre à la presse une déclaration, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle contredit et la personne politique et militaire dont elle émane, et le passé récent de son auteur.

Nous sommes de ceux qui aimeraient que non seulement cette déclaration soit diffusée largement mais aussi qu'elle soit lue très attentivement par ceux à qui elle s'adresse. Notre désir ne s'inspire pas seulement de l'impartialité dont nous essayons toujours de faire preuve mais aussi de l'absolue conviction qu'elle apporte une aide - inconsciente? - à nos théories sur la nocivité de l'État, de tous les États.

D'ailleurs que nos lecteurs en soient juges: «... *Tout le monde, reconnaît de Gaulle, voit que l'État républicain, tiré avec tant de peine de l'abîme, se traîne maintenant dans l'impuissance au milieu DU JEU DES PARTIS.*» Provenant d'un «technicien», d'un homme qui connaît «LE JEU», l'aveu public méritait d'être signalé. Il décuple en intérêt nos affirmations hebdomadaires et leur accorde une valeur accrue.

Parlant du référendum, le général corrobore notre argumentation tirée la semaine succédant au vote et publiée en éditorial.

«*Sur vingt-six millions d'électrices et d'électeurs, neuf millions environ ont accepté cette Constitution, huit militons l'ont refusée. NEUF MILLIONS L'ONT IGNORÉE. Elle n'est donc pas, à beaucoup près, RATIFIÉE PAR LA RAISON NI PAR LE SENTIMENT DU PEUPLE FRANÇAIS. Mais en vertu de la conjoncture arithmétique elle entre, si l'on peut dire, EN VIGUEUR.*

C'est cela que nous démontrions au lendemain du référendum. C'est l'absurdité d'un vote vicié en son fondement même, en son essence propre, en sa raison d'être enfin, par suite des conditions contradictoires dans lesquelles sont enfermées toutes consultations populaires dans ce régime qui ne donne une entière liberté politique que parce qu'il la sait vainue, par suite des conditions arbitraires et toutes puissantes d'une dépendance économique brutale. Esclave sur le plan matériel - économique - le peuple ne peut être libre sur le terrain spirituel - politique. Ses notes s'inspirent FATALEMFT, non de son illusoire liberté, mais plutôt de son trop réel esclavage, en conséquence ils doivent être considérés comme radicalement fausses, comme n'émanant pas de sa volonté, comme n'exprimant pas ses désirs réels.

La suite de la déclaration n'est qu'une réfutation, violente et juste, du système étatique, formule ridicule et archaïque dans notre ère atomique.

«*Je n'hésite pas à déclarer, dit de Gaulle, que le système qu'institue la Constitution est ABSURDE ET PÉRIMÉ et que, s'il n'est profondément changé, il va peser lourdement sur nos nouvelles destinées.*

SYSTÈME ABSURDE car dans la France telle qu'elle est, les partis, tels qu'ils sont, représentent nos divisions, hélas!, multiples et profondes. Ce n'est pas sur la base unique de nos divisions que l'on peut bâtir et faire fonctionner l'État. En fait, AUCUN PARTI ne possède l'autorité nationale QUI EST INDISPENSABLE POUR GOUVERNER EFFECTIVEMENT. Si plusieurs d'entre eux associent leurs délégations pour tenter de le faire ensemble, LEURS OPPOSITIONS RÉCIPROQUES EMPÊCHENT TOUTE ACTION COHÉRENTE Dès lors l'ÉTAT N'EST PLUS LA REPRÉSENTATION ET L'INSTRUMENT DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, mais une CONQUÊTE DONT LES PARTIS SE PARTAGENT LES MORCEAUX tandis que d'autres s'appliquent à le dominer à la faveur de sa faiblesse et de sa confusion.

SYSTÈME PÉRIMÉ, car il y a contradiction entre les immenses problèmes financiers, économiques, sociaux, impériaux, militaires, extérieurs, qui se posent à la France à notre époque, et dont s'ils sont résolus elle peut sortir à nouveau prospère, heureuse et puissante et, d'autre part, LA CAPACITÉ, LA RIGIDITÉ ET LA PARTIALITÉ DES PARTIS. Cette contradiction éclate déjà à tous les yeux. CHAQUE JOUR QUI PAS-SERA COMPLÉTERA LA DÉMONSTRATION. Mais de quel prix la payerons-nous?».

Nous n'avons pas à nous excuser de la longueur de la citation: elle ne détonne pas dans nos colonnes et résume, en somme, toute notre agitation tous nos efforts sur ce domaine. C'est un éreintement complet - qui étonne vu la personnalité de son auteur - de l'idée de l'État. Seulement le général de Gaulle est complètement désarçonné lorsque, en ayant terminé avec la critique, il voudrait s'atteler à la reconstruction d'une nouvelle organisation.

Il n'en souffle mot d'ailleurs, ahuri sans doute d'apercevoir brusquement toute l'utopie des actuels systèmes politiques, qu'ils soient en usage ou recommandés.

«*Tout va vite aujourd'hui*, termine-t-il, *et tout retard pourrait nous coûter cher*». C'est, en effet, dans l'accélération présente et inouïe de l'évolution générale que réside le drame dont les peuples sont les acteurs infortunés. Tous les faits et toutes les idées PASSÉ, QUOIQUE RÉCENTS, sont loin derrière nous. Les événements se succèdent à une rapidité CROISSANTE GÉOMÉTRIQUE SANS PRÉCÉDENT AUCUN DANS L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ. Quoi d'étonnant en ces conditions que l'État se trouve dans une impasse hermétique, avec tous les systèmes s'en réclamant ou s'y dérivant et que la belle et lumineuse anarchie sorte du domaine de l'impossible et soit immédiatement réalisable? A temps nouveaux, à mentalité nouvelle, il faut indéniablement FORMULES NOUVELLES.

Le plus difficile est de vaincre la répugnance ancestrale DU NOUVEAU. L'avenir cependant est à l'audace, audace idéologique et matérielle. Le peuple devra donc manifester son courage civique en refusant de participer à la mascarade du VOTE émasculateur, cette formule désuète et archaïque et le prolonger positivement en renversant cet État et ce Capitalisme dont le premier n'est que le gendarme obséquieux du second par la GRÈVE GÉNÉRALE INSURRECTIONNELLE, avant qu'il ne soit trop tard.

Le Libertaire.
